

Documentos

La isla de La Palma en 1802 Informe del cónsul francés Augusto Broussonet a Talleyrand

Por Antonio RUIZ ÁLVAREZ

Las Islas Canarias fueron siempre codiciadas de ingleses y franceses. Si las intentonas bélicas de los anglosajones les acarrearon formidables fracasos, las diplomáticas de los franceses tuvieron el mismo fin, según se desprende del amplio y bien documentado informe que el cónsul Augusto Broussonet eleva al entonces ministro de Relaciones Exteriores del Primer Consulado Charles-Maurice de Talleyrand-Perigord, conde de Benevent.¹ La Palma era la isla más solicitada, porque en «Tenerife sus habitantes son más partidarios de los ingleses, a causa de los muchos súbditos de esta nación que ejercen aquí el comercio».

¹ Charles-Maurice de Talleyrad-Perigord es nombrado ministro el 13 de julio de 1797; dimite, pero sigue en funciones, provisionalmente, del 16 de julio de 1799 al 5 de septiembre de dicho año. Vuelve al ministerio el 22 de noviembre de 1799 y permanece hasta el 9 de agosto de 1807. Durante su ausencia, el ministerio es confiado sucesivamente a Antoine-Bernard Caillard, Garde des Archives des Relations Exterieures (18 de junio de 1801); Alexandre-Maurice Blanc de la d'Hauterive, chef de Division (25 de diciembre de 1802 y 25 de octubre de 1804 y otra vez el 30 de septiembre de 1806); Jean-Baptiste Nompère, conde de Champagny y duque

Escoge Broussonet la época para elevar su informe y petición, «de que la isla de La Palma debería ser anexionada a Francia»: la terminación de la guerra con Inglaterra, que fue conocida en Tenerife por una fragata inglesa.¹

Augusto Broussonet era natural de Montpellier, donde ejercía la medicina y las ciencias naturales. Era, además, miembro del Instituto Nacional, de la Academia de Ciencias y Secretario Perpetuo de la Sociedad de Agricultura. Deseoso de estudiar la agricultura y la historia natural de otros países, y con la ambición de unir a sus títulos académicos uno político, válese de monsieur Reveilliere Lepeau, miembro del Directorio Ejecutivo, y éste de su amigo el ciudadano Charles Louis Lheritier, quien, después de varias deliberaciones y «vistas las ventajas que la nación obtendría de tales viajes», acuerda crearle un viceconsulado en Mogador, con la paga anual de cinco mil francos. La orden está fechada el 26 floreal del año 5 de la República por el ministro Charles Delacroix.

El 8 de julio de 1798 el Director Ejecutivo ordena al ministro de Relaciones Exteriores se haga entrega al ciudadano Broussonet, vicecónsul de la República en Magador, de uno de los relojes que se encontraban en depósito en Marsella «pour être offerte en présent dans le pays».

de Cadore (9 de agosto de 1807 y 16 de abril de 1811); Armand-Augustin-Louis, marqués de Caulaincourt y duque de Vicence (20 de noviembre de 1813 y 2 de abril de 1814). Del 1º de febrero al 2 de abril de 1814, en ausencia del ministro, plenipotenciario en el Congreso de Chatillon, fue confiada la interinidad a Hauterive, Garde des Archives, Conseiller d'Etat. Y del 3 de abril al 13 de mayo de 1814 a de Laforest, en calidad de Comisario de Asuntos Extranjeros. La continuidad del ministerio en Talleyrand la completará cuando me ocupe del historial del cónsul Pedro Cuneo d'Ornano.

¹ Broussonet dice en su carta: «La paix conclue entre la Republique et la Grande Bretagne a été connue dans ces îles par le rapport d'une frégate anglaise que s'est présentée en Parlementaire». La guerra de Francia con Inglaterra terminó con la Paz de Amiens en 1802. La fragata inglesa debió de llegar a Tenerife a mediados o a fines de septiembre, pues el cónsul escribe al ministro el 15 de brumaire del año 10, que corresponde al 6 de octubre de 1802. El 15 de dicho mes de octubre cesa Broussonet en el consulado de Canarias, por haber sido destinado al del Cabo.

Permanece Broussonet en Mogador desde el 15 de mayo de 1797 hasta el 1° de mayo de 1800, en que Napoleón Bonaparte le nombra Comisario de Relaciones Comerciales en las Islas Canarias, y cesa, con tal motivo, el que lo había sido hasta entonces, el abate Pierre-François Clerget, natural de Besançon.

Broussonet escribe a Talleyrand el 15 brumaire del año 10 la carta que se transcribe a continuación como documento primero y que al igual que el informe sobre la isla de La Palma se hallan en el Libro 10, *Correspondence Consulaire / Tenerife / 1793-1824*,¹ que se custodia en el Archivo Diplomático de Ministerio de Asuntos Exteriores.

Paris, octubre de 1959

Commissariat
des Isles Canaries

Liberté
République Française

Sainte Croix de Ténériffe, le 15 Brumaire
de l'an 10 de la République Française une
et indivisible.

Le Commissaire des Relations Commerciales
de la République Française aux Isles Canaries
Au Citoyen Ministre des Relations Extérieures

Citoyen Ministre,

La paix conclue entre la République et la Grande-Bretagne a été connue dans ces îles par le rapport d'une frégate anglaise qui s'est présentée en Parlementaire. Cette annonce a été pour nos alliés une nouvelle preuve de la grandeur du peuple français et du génie tout puissant de celui entre les mains de qui il a si heureusement remis le sort de ses destinées. Aucun bâtiment n'étant encore

¹ La Correspondencia Diplomática comienza con el cónsul Frontpenius y termina con Alexandre Bretillard.

arrivé de la Péninsule, nous attendons avec impatience les détails officiels de cette annonce.

Au moment où un nouvel ordre de choses va ranimer dans l'intérieur de la République l'industrie française si longtemps comprimée et nécessiter au dehors la formation de plusieurs établissements destinés à favoriser nos relations commerciales, permettez, Citoyen Ministre, que je mette sous vos yeux l'aperçu des principaux avantages qui resulteraient pour la République d'une possession dans ces parages; je veux parler de la Palma, l'une des Canaries. Ce projet, je ne l'ignore pas, a, dans plus d'une occasion, fixé l'attention du gouvernement, mais la France ne s'est peut-être jamais trouvée dans des circonstances aussi favorables que celle où elle se trouve, pour s'assurer invariablement le premier rang parmi les nations commerçantes et établir des colonies dans toutes les parties du monde. Jamais aussi ces îles n'ont eu plus de population et dans aucun temps l'industrie et le commerce de ses habitants n'a été plus étendu.

Je me féliciterais, Citoyen Ministre, que cet aperçu pût mériter votre attention; veuillez du moins le considérer comme un effet du zèle qui m'anime pour tout ce qui tient à la prospérité de ma Patrie.

Salut et respect.
Aug. BROUSSONET.

Toutes les Nations qui ont des établissements dans les deux Indes ont depuis longtemps senti la nécessité d'avoir un point de relâche dans l'Atlantique. On sait de quelle utilité sont, à cet égard, les Canaries et l'île de Madère. La France destinée, par sa position, par l'industrie active de ses habitants, par la nature et l'abondance de ses productions à donner à son commerce la plus grande extension, a sans doute les plus puissants motifs pour avoir une possession de ce genre. Aucune île ne paraît plus propre à remplir les vues qu'on aurait à cet égard que celle de la Palma,

l'une des Canaries. A diverses époques, il a été question d'en demander la concession à l'Espagne et, pour parvenir à ce but, on a plus d'une fois parlé d'un échange de territoire. Les moyens qu'on pourrait employer pour déterminer la Cour d'Espagne à remettre cette île à la République ne doivent pas faire partie de cette notice; il suffira de remarquer que S. M. C., en trouvant dans un arrangement de cette nature une indemnité suffisante, retirerait pour les autres îles Canaries de très grands avantages.

La Palma est presque toujours la première des Canaries que les bâtiments allans d'Europe aux Indes et en Amérique viennent reconnaître; elle n'est point la plus grande ni la plus peuplée de celles qui composent ce petit archipel, mais on peut assurer qu'elle n'est ni la moins fertile, ni la moins saine. Dans ce moment, sa population s'élève à environ vingt deux mille individus, mais elle est susceptible par les productions qu'il serait si facile d'y multiplier, de fournir à l'entretien et à l'industrie d'un bien plus grand nombre d'habitants. Cette île, comme toutes les autres Canaries et peut-être plus qu'aucune autre, a moins de population à raison des fréquentes émigrations qui ont eu lieu pour l'Amérique méridionale. C'est celle qui donne le plus de matelots et les plus habiles; son terrain plus inégal que celui des autres îles est aussi plus couvert de bois et renferme un plus grand nombre de sources; nulle part l'eau est plus abondante, nulle part elle peut être distribuée plus utilement. C'est là où l'on construit presque tous les petits bâtiments canariens employés habituellement à la pêche sur la côte d'Afrique. On y a fait des bâtiments assez forts et il n'y a pas très longtemps qu'on y mit à l'eau une corvette de 28 canons. Le bois qu'on y trouve est d'une grande durée; on en retire aussi des mats et du brai qu'on envoie surtout en Amérique. On peut assurer, d'après le rapport d'un constructeur intelligent, que, malgré le mauvais aménagement des forêts royales, la Palma a dans ce moment sur pied assez de bois pour fournir à la construction de plus de douze vaisseaux de ligne. Les mouillages y sont peu nombreux et il est aisé de les rendre sûrs et propres à recevoir les plus grands vaisseaux.

La plus grande partie de l'île est inculte et appartient au domaine; ce qui est cultivé est presque tout formé de biens substitués,

sur lesquels on ne peut, en conséquence, faire aucune amélioration; on y cultive les grains de toutes espèces, les pommes de terre, les patates et les ignâmes; la vigne y réussit très bien, mais ce n'est que depuis quelques années que le commerce des vins des Canaries ayant commencé à prendre une certaine extension et ceux de Ténériffe ne suffisant pas pour remplir les demandes, qu'on en fait; on a commencé à en extraire de la Palme; jusqu'à ce moment on se bornait à en retirer des eaux de vie qu'on faisait passer en Amérique. Aucune de ces îles ne donne autant de sucre et de soie que celle-ci. Les moulins à sucre, faits d'ailleurs très grossièrement, sont mus par l'eau; c'est surtout dans cette partie qu'un colon intelligent pourrait opérer les plus grandes améliorations. La soie est ouvrée dans l'île et les étoffes, très solides, quoique peu apparentes, qu'on y fabrique, ainsi que les rubans, qu'on fait dans presque toutes les maisons, sont envoyés en Amérique. On n'y cultive que le mûrier noir et on n'y tire pas bien la soie; l'île fournit aussi beaucoup d'amandes, de raisins, de figues, qu'on fait sécher; on retire encore divers petits produits de l'industrie de ses habitants.

Ces insulaires sont les plus actifs des Canaries et, peut-être parce qu'ils ont entendu dire plus d'une fois qu'ils pourraient bien appartenir à la France, ils sont plus affectionnés aux Français qu'à aucune autre Nation; ce qui est le contraire dans les autres îles.

Les avantages que retirerait la République de cette possession sont très nombreux. Il suffira de présenter un aperçu des principaux.

Dans tous les temps, ce serait un point de relâche où les bâtiments qui auraient souffert quelque avarie seraient assurés de trouver les moyens de se réparer promptement, où ceux, venant des Indes, pourraient prendre des renseignements pour se guider sur le choix du point où ils devraient atterrir en Europe, où les navires allant faire des voyages de long cours trouveraient des vins propres à résister au passage subit et répété du froid au chaud, qualité que n'ont pas les vins de Bordeaux et qui a été bien sentie du temps de notre ancienne Compagnie des Indes qui envoyait tous les ans prendre plusieurs chargements de vins aux Canaries. C'est là que nous pourrions souvent, en allant dans nos colonies,

laisser une certaine quantité de marchandises propres à la consommation de ces îles et prendre en retournant des productions de l'Amérique méridionale. Depuis que les Canaries ont obtenu la liberté de faire en droiture des expéditions pour l'Amérique, les productions de ce continent sont devenues plus abondantes dans ces îles; d'ailleurs la consommation qu'on y fait des articles de tous les genres est assez considérable puisque la population des sept îles s'élève à environ 250 mille individus. Indépendamment des vins et des marchandises d'Amérique que nous retirerions de la Palma, nous pourrions aussi en extraire de la soude, branche de commerce qui, depuis quelques années, a pris la plus grande extension aux Canaries. Ce serait également un entrepôt pour les marchandises que nous ferions passer sur toute la côte d'Afrique, commerce susceptible de prendre en peu de temps le plus grand accroissement, surtout depuis que nous avons la certitude de pouvoir communiquer avec l'intérieur de ce vaste continent. Le commerce qui se ferait avec les autres îles serait bien plus avantageux quoique de la même nature que celui que fait Gibraltar avec les parties d'Espagne qui l'avoisinent; il est certain que le bon marché, l'abondance, les facilités pour extraire de la Palma et faire entrer aisément chez eux les marchandises que nos commerçants y déposeraient, engageraient tous ces insulaires à venir négocier habituellement dans cette île.

En temps de guerre, nous pourrions de là porter les plus grands coups au commerce de nos ennemis; on sait que la croisière depuis les Désertes jusqu'à la Palma est une des meilleures et nos bâtiments armés auraient toujours la facilité de se retirer en un lieu sûr et d'y envoyer leurs prises. On y construirait également des vaisseaux de toutes les grandeurs. Ce serait enfin un point de ralliement.

Les dépenses qu'entraînerait cet établissement ne seraient pas très considérables et pourraient être couvertes par les ressources qu'offrirait l'île. L'entretien d'une garnison peu nombreuse, mais surtout d'une bonne artillerie, et de quelques employés au service de la République formeraient les principaux articles des dépenses ordinaires. Parmi les dépenses extraordinaires, il faudrait compter les premiers frais d'établissement et les améliorations que l'on ferait

successivement. La garnison pourrait, même pendant la guerre, être d'autant moins nombreuse qu'on aurait, et tout temps, la facilité d'armer toute l'île et qu'on aurait ainsi dans les cas de besoin des volontaires robustes, agiles, tirant bien et surtout accoutumés à se porter avec célérité sur tous points de l'île. Ne pourrait-on pas d'ailleurs faire séjourner pendant quelque temps à la Palma les troupes qu'on voudrait envoyer ensuite dans nos colonies des deux Indes, a fin de les accoutumer ainsi graduellement aux effets d'un climat plus chaud que celui de la France? Ce serait alors un dépôt d'où l'on retirerait, à mesure qu'on en aurait besoin, les troupes nécessaires pour nos autres établissements et les recrues pour les corps qui seraient dans les colonies.

La formation d'un port et d'un arsenal serait le premier objet dont on devrait s'occuper. La dépense qu'exigeraient ces établissements ne serait jamais aussi considérable qu'en Europe, la nature a fait la moitié du travail, les matériaux de toutes espèces sont abondants et la main d'oeuvre n'est point chère.

Les changements à faire dans cette île ne seraient pas très nombreux. Comme le Clergé n'y possède pas de grans biens, qu'il y existe très peu de couvents, qu'il n'y a aucun chapitre, il serait indispensable de ne faire aucune réforme, dans cette partie: les plus légères mutations, à cet égard, nous feraient infailliblement perdre l'attachement des habitants. Le Roi y prélève, comme dans les autres îles, une partie de la dîme dont il serait bon de commencer par délivrer ces insulaires. L'autre branché de revenus, si l'on peut appeler ainsi un produit suffisant à peine pour entretenir quelques employés et qu'il faudrait faire disparaître de suite, est celui qui provient des douanes. Le moyen le plus efficace de faire fleurir le commerce dans cette île, d'y attirer les capitaux et la population des autres îles, de gagner l'affection des naturels et presque tout le commerce, serait de supprimer pour toujours les douanes: ceux qui connaissent le génie des commerçants des Canaries et la manière dont ils font le négoce, soit avec l'Europe, soit avec l'Amérique, sentiront bien tous les avantages qui résulteraient immédiatement de cette opération. L'abolition de la loi relative aux substitutions des biens (mayorasgos), désirée par tous les propriétaires, établie déjà en partie par le gouvernement

espagnol mais d'une manière qui la rend impraticable, impérieusement commandé par l'intérêt général et particulier, devrait être prononcée de suite. Cette abolition porterait bientôt l'agriculture à son plus haut degré de perfection et en introduisant un changement dans le système des fermages, améliorerait le sort des cultivateurs. Une distribution mieux entendue et plus économique des eaux, dont la plupart des sources appartiennent à des particuliers, et un aménagement plus régulier des forêts nationales, seraient dans le cas de fixer d'abord l'attention du gouvernement. On procéderait aussi le plus tôt possible au partage ou à la division des terres incultes.

Le revenu nécessaire pour couvrir toutes les dépenses pourrait être fourni par diverses branches dont il suffira d'indiquer les principales comme de nature à ne point grever les insulaires, à donner au contraire de l'extension à leur commerce et qui ne sauraient être considérées comme des impôts. La fabrication du sel, denrée qu'on est obligé de retirer en grande partie de l'étranger et dont la consommation est considérable dans ces îles à cause de la grande quantité de poisson salé dont on y fait usage, offriront d'abord une ressource. Un moulin à poudre établi et dirigé d'après les meilleurs principes donnerait un revenu considérable; les Canaries et les îles portugaises consomment une assez grande quantité de poudre et en consommeraient davantage si elle était moins chère. L'Amérique méridionale et surtout la côte d'Afrique présentent à cet égard un très bon débouché. La plupart des bâtiments étrangers allant sur la côte d'Afrique et dont les propriétaires auraient la certitude de trouver en tout temps cette marchandise, peut-être à un prix au-dessous de celui auquel ils l'auraient achetée en Europe, toucheraient à la Palma pour en prendre la quantité qui leur serait nécessaire. Ce seul débouché peut devenir immense. On sait que cet article a toujours un débit assuré et avantageux sur toute la côte depuis le détroit de Gibraltar jusqu'au Cap de Bonne Espérance. La Palma ne fournirait pas la quantité de salpêtre nécessaire pour un travail de ce genre, mais la Barbaire dont les terres, et surtout celles des environs du Maroc, produisent ce sel en abondance, où il est encore à bon prix parce que ce n'est que depuis quelques années que les Européens ont commencé à

en retirer, donnerait toute la quantité qu'on pourrait employer. Le soufre pourrait être retiré du Pic de Ténériffe et d'ailleurs ce qu'il en faut pour une fabrication de poudre très étendue n'étant pas fort considérable, il serait facile d'en avoir dans tous les temps une provision suffisante dût-elle venir d'Europe ou des Antilles. Le charbon se trouverait sur les lieux et on croit pouvoir assurer, d'après quelques essais faits en petit à Ténériffe, que plusieurs bois naturels à ces îles en donneraient d'une qualité supérieure.

Les chutes d'eau, l'isolement des îles, les divers degrés de température qu'on rencontre à différentes hauteurs, rendent le local très propre à former un établissement de cette nature.

Les Canaries produisent rarement la quantité de grains nécessaire pour la consommation des habitants. Le défaut de pluie dans quelques années et plus encore certains vices de législation, sont cause de cette disette qui est portée souvent au plus haut point. On a recours alors à la côte de Barbarie et là on peut, dans tous les temps, être assuré de pouvoir acheter des blés du gouvernement maure en donnant de la poudre en échange; c'est de cette manière que les droits de sortie perçus sur cet article sont acquittés dans ce moment. Les magasins nationaux pourraient avoir toujours une provision de grains suffisante non seulement pour la consommation de l'île, mais encore pour celle du reste des Canaries dont les habitants viendraient se pourvoir à la Palma de cette denrée. Dans des temps où les communications entre la France et le Sénégal ou les Antilles sont difficiles, on pourrait avec sûreté faire passer dans ces établissements des farines de la Palma. Il serait indispensable de s'occuper d'abord de la construction des moulins à eau d'après les principes de la mouture économique. Aux Canaries on n'a guère que des moulins à vent et le petit nombre des moulins à eau qu'on y voit sont mal construits, font une mauvaise mouture et chôment les trois quarts de l'année; cette partie, liée avec l'établissement d'un moulin à poudre et dirigée avec intelligence présenterait de grandes ressources.

Parmi les branches de revenu public provenant de l'établissement de diverses fabriques, on pourrait compter une papeterie qui serait établie avec beaucoup de facilité. Les matières premières ne devraient cependant point être les mêmes qu'en Europe, les

habitants de ces îles usent surtout de vêtements de laine ou de coton et consomment bien moins de toiles que les Européens. On peut assurer que la culture de mûrier-papier de la Chine pourrait être faite à la Palma avec le plus grand succès et fournirait une quantité suffisante de matières premières. La consommation du papier pour ces îles est assez considérable. Mais cette branche de commerce est surtout très attendue pour l'Amérique et toute la côte de l'Afrique.

Les améliorations à faire en agriculture sont très nombreuses et quoiqu'elles dépendent plus des particuliers que de l'administration, on peut cependant en compter quelques unes qui devraient être faites par le gouvernement; de ce genre serait l'établissement d'un jardin ou d'une pépinière nationale où les propriétaires seraient assurés de trouver toujours les arbres et les semences qu'ils ne pourraient pas se procurer ailleurs. Là on multiplierait toutes les variétés des arbres fruitiers et des plantes utiles de l'Europe et des deux Indes, là le cultivateur intelligent qui, à d'autres époques aurait été témoin des avantages qu'on retire dans l'Inde de la culture de certaines plantes, pourrait se procurer toutes les espèces de cotonniers, les différentes cannes à sucre, tous les indigotiers, enfin les plants des différents arbres fruitiers des pays chauds. Dans cet établissement on aurait aussi toutes les variétés de vignes, de figuiers, d'oliviers, de grains et autres objets cultivés dans les diverses parties de l'Europe. On commencerait à acclimater les végétaux qui croissent entre les tropiques et qu'on pourrait ensuite faire passer en Europe avec plus d'espoir de réussite. C'est là que tous les jardins de botanique du monde savant se pourvoiraient chaque année des plantes les plus rares; c'est là qu'on verrait bientôt tous les végétaux de l'intérieur de l'Amérique espagnole dont plusieurs pourraient être cultivés avec avantage en Europe et qu'on n'a pas encore pu se procurer: les hauteurs de l'île se couvriraient de pins du Chili, les précipices, les parties les plus arides, seraient revêtus d'argans et de gommiers, dont il serait facile de se procurer chaque année une quantité de semences de la côte d'Afrique. La Palma, entre les mains des Français, deviendrait encore ce qu'elle a été pendant quelques années: un lieu fameux par la pureté de son ciel, la douceur de son climat, par la bonté de ses eaux minérales où les

Espagnols et surtout ceux qui du temps de Charles-Quint et des Philippines habitaient les Pays-Bas, venaient pendant une partie de l'année dépenser leurs revenus comme dans une île fortunée. Ses rapports avec la France seraient toujours suivis et assurés, même en temps de guerre; la correspondance passerait alors par le Maroc et pourrait parvenir à Paris dans une vingtaine de jours. Comme la communication entre les Canaries et les Antilles peut être considérée même en temps de guerre comme sûre, ce serait la voie qu'on pourrait prendre pour faire parvenir promptement en Amérique les ordres du gouvernement.